

## **"Refonder les relations Nord-Sud : quel rôle pour la coopération décentralisée ?"**

**Conférence d'Aminata Traoré – Hôtel de ville de Rennes - 22 juin 2007**

### **Nicole KIIL-NIELSEN, Adjointe au Maire :**

Je pense pouvoir en votre nom à toutes et à tous remercier Aminata Traoré, qui a bien voulu accepter mon invitation. Nous sommes très heureux Aminata de vous accueillir à Rennes. Je vous ne ferais pas de présentation. Vous connaissez tous Aminata Traoré, soit par ses livres, soit par son engagement militant, puisque dans cette salle, il y a des acteurs de la solidarité internationale. Les associations sont en effet très nombreuses à Rennes et la solidarité, une tradition bien ancrée dans notre région. Beaucoup ici connaissent le Mali pour s'y être rendus fréquemment, pour y avoir tissé des liens d'amitié, pour y soutenir des projets portés par la société civile malienne. Beaucoup aiment le Mali et les Maliens.

La Ville de Rennes a commencé à tisser des liens dès 1975 à l'initiative de son Maire, Edmond Hervé. Durant toute cette période, des réalisations ont été financées par la Collectivité et portées par l'Association de Jumelage Rennes Plateau Dogon (dont je vois dans la salle un certain nombre de représentants). Les premiers projets, réalisés dans les années 70, portaient sur la construction de puits. Par la suite, d'autres secteurs ont été concernés : éducation, agriculture, micro crédits, santé.

Après ces vingt années de coopération, il m'a semblé nécessaire de réaliser une évaluation externe de cette coopération. Nous avons souhaité en effet obtenir une analyse rétrospective des actions mises en œuvre ainsi qu'une analyse prospective du processus organisationnel et décisionnel au Mali, afin de réfléchir à de nouvelles orientations, en partenariat avec la société civile et les élus maliens. L'évaluation est donc en cours depuis quelques mois. C'est un temps de réflexion important pour nous, pour nos partenaires maliens, pour les acteurs de l'association de jumelage. La restitution de cette évaluation nous sera faite à la rentrée, vers septembre.

J'ai donc pensé qu'il était important, à ce moment précis de l'évaluation, que nous ayons une réflexion globale sur nos relations avec le Mali, sur les relations de la Ville de Rennes et des associations avec le Mali. D'où cette sollicitation auprès d'Aminata Traoré. Car si depuis plus de vingt ans des changements importants sont intervenus au Mali (la démocratisation, la décentralisation), on peut constater malgré tout que la désertification suit son cours, que la pauvreté perdure et que les jeunes Maliens risquent leur vie pour rejoindre l'Europe.

Je suis évidemment convaincue que les politiques libérales qui sont menées de part le monde mettent en péril l'équilibre planétaire et que les principales victimes de notre modèle de développement sont les habitants et les habitantes des pays pauvres, et en premier lieu les Maliens. Aminata Traoré va donc essayer de nous aider à réfléchir sur le thème suivant : "Refonder les relations nord-sud : quel rôle pour la coopération décentralisée ?". Je lui laisse la parole, c'est elle que vous êtes venus écouter. Après son temps de parole, vous pourrez bien sûr poser des questions si vous le souhaitez.

### **Aminata TRAORE :**

Merci Nicole, et merci à tous d'être venus à la rencontre de l'Afrique : je crois que c'est elle que nous questionnons tous, vous et moi. Je me réjouis d'être ici parce que Nicole se donne la peine de questionner ce qui est fait, où nous en sommes. La question de l'évaluation est centrale de mon point de vue, car l'état réel des lieux en Afrique d'une manière générale et au Mali plus particulièrement (puisque je parle à partir de là), n'est nullement satisfaisant, c'est le moins que l'on puisse dire. Ce n'est pas parce que l'on a pas essayé. Tous ceux qui ont été impliqués dans des actions de bonne foi, ont posé des actes, ont cru bien faire. Dans les villages, il y a des choses qui restent, d'autres qui ne résistent pas. Après quelques années, on revient, on ne retrouve rien, on se dit "bon...". Et puis le temps passe, et finalement on se rend compte que ceux qui sont aidés se portent toujours plus mal par rapport à ceux qui aident individuellement ou collectivement.

Nous sommes tous responsables de cette situation. J'ai travaillé un peu dans le secteur de l'eau. Je sais l'argent que le système des nations unies et les bilatéraux dans une moindre mesure, mettent dans des évaluations. Chacun sait que les rapports sont pratiquement écrits avant que la mission ne démarre. Les phases sont conçues avant même que l'on se pose la question de savoir si les premiers pas ont abouti ou non.

Ce qui est intéressant en terme de coopération décentralisée, c'est non seulement de vérifier si ce qui se fait correspond aux aspirations des populations concernées, mais aussi d'inscrire cette évaluation dans un contexte global. Généralement l'on se dit : "pourquoi ne pas limiter l'évaluation à la localité, au site de l'action, pourquoi sortir de ce site et questionner le monde quant à ce qui ne va pas ?"

C'est là où justement nous avons failli. Ma douleur aujourd'hui vient du fait que, quand on questionne l'Afrique, il y a une sorte de ghettoïsation au plan théorique : l'Afrique face à elle-même, les Africains dos à dos avec leurs dirigeants... C'est comme si nous étions une planète à part, comme si ce qui se passe en terme de transformation globale ne nous touchait pas.

L'exercice dont vous sortez en ce moment en France a été, à cet égard, édifiant. Dans la mesure où je suis une amie de la France, j'ai fait mes études ici, je suis concernée. Il m'est même arrivé d'écrire que les élections ici engagent d'avantage mon destin d'africaine que les élections qui se passent chez moi. C'est triste à dire, mais c'est comme ça.

A partir de ce moment là, il fallait suivre ce tournant que la France allait prendre. Je ne parle ni du contenu, ni de qui, ni de comment... Ce qui était intéressant, c'était la présence centrale de l'Afrique dans ce débat électoral. Nous y étions plus que toute autre région du monde, à travers les thèmes de l'immigration et des banlieues. La France face à elle-même ne pouvait ignorer ces pages de son histoire. Mais malheureusement, pour des raisons que l'on peut comprendre, il semble que nous devons parler du présent ensemble, nous demander comment nous nous sommes rencontrés et comment nous avons cheminé ensemble, pourquoi nous sommes tous ici, dans cette situation.

A travers une forme de censure, de terrorisme intellectuel même, on est arrivé à nous faire entendre ceci : "vos histoires d'esclavages et de colonisation, ça suffit maintenant, c'est fini, on passe à autre chose". Personne n'est responsable de rien.

En Afrique, nous avons un proverbe qui dit ceci : "quand vous ne savez pas d'où vous venez, il est difficile de savoir où vous allez". Le fait que les ressortissants des anciennes colonies françaises soient au cœur du débat, sans que jamais nous ayons la possibilité nous mêmes de dire pourquoi nous en sommes là, c'est frustrant. C'est une belle confrontation d'idées que de débattre sur des thèmes majeurs comme l'emploi, la fiscalité, la retraite. On vous félicite, car je meurs d'envie d'avoir ce type de débat politique en Afrique. Des débats où l'on met tout à plat, où l'on peut aimer ou ne pas aimer... Je sais que tout est relatif, mais chez nous, il n'y a pas de débat du tout. C'est en cela que nous sommes faibles. C'est en cela aussi que nous posons des problèmes aux autres. On ne se pose pas les vraies questions. La question chez nous aujourd'hui ? Nicole a parlé de la démocratie. La Communauté internationale a l'outrecuidance de dire que nous sommes une démocratie avancée. Et on est fier, on bombe le torse, parce que l'on pense qu'au pays des aveugles, les borgnes sont rois. Nous, Maliens, sommes censés être en démocratie, moi je veux bien, mais de quelle démocratie s'agit-il d'un bout à l'autre du continent, en passant par la Côte d'Ivoire, le Congo ?

Qu'est ce que l'on nous a appris ? Listes électorales, mise en place des instances de surveillance des élections, urnes, financement des élections... mais les sujets graves, qui engagent notre destin, sont tabous. D'abord, le champ et la structure de ce champ politique : 140 partis politiques dans certains pays. Au Mali, 103 partis politiques pour 11 millions d'habitants : ça vous dit jusqu'à quel point c'est sérieux ! L'Occident lui prend cela très au sérieux. En Côte d'Ivoire, 140 partis politiques, au Congo, 250 : ça veut dire 250 projets de société ! Ceux qui supervisent cette mascarade ont les moyens de dire que les élections se sont bien passées, de décréter que tel dirigeant a été élu démocratiquement ou pas. C'est sur cette base là que l'argent du contribuable français et européen est engagé, sur la base d'une situation qui est impensable ici. C'est cela, la faille. Et pas de débat. En réalité, on ne nous prend pas au sérieux, même en cas de débat, même si nous touchons du doigt les questions fondamentales.

La question incontournable aujourd'hui est celle du marché, de savoir où nous allons. Là aussi les enjeux étaient clairs. Je ne dis pas quel parti à raison ou tort, mais les enjeux dans le débat, ceux que l'on a appris -puisque je dis que cela a été formateur pour nous- c'est qu'il y a deux visions du monde, deux projets de société. Un projet qui s'articule autour de : "travaillons plus et gagnons plus" : on gagne, on fait le plein ; à quel prix, je n'en sais rien... L'autre projet semble se soucier d'avantage de l'humain, de l'écologie, de l'environnement. On se dit "le marché d'accord, mais la finalité, c'est l'humain".

Face à ces projets de société, le résultat est connu. C'est pour cela que j'ai écrit la semaine dernière que vous ne vous rendez pas compte que la situation qui est créée ici va coûter particulièrement cher à l'Afrique. Imaginer des pays africains qui entretiennent l'illusion d'être dans la mondialisation... : on n'y est pas, on est à la porte. Notre non appartenance à ce prétendu monde global nous est signifiée tous les jours à travers les expulsions. Vous ne prendrez jamais un vol vers le Mali sans voyager avec un Malien

enchaîné. Les bateaux qui dérivent, les armateurs n'ont même plus le droit de les sauver. Tout cela nous dit quelle est notre place dans la globalisation. Mais nos dirigeants sont suffisamment démissionnaires pour admettre qu'il y a une globalisation, et que tout ce qui nous reste à faire est de mettre en œuvre les politiques, les réformes qui sont exigées de nous.

Les conditionnalités sont telles... Nous, en ce moment, nous voyons ce qui se passe à Bruxelles. Entre égaux, on discute, on sous-pèse, on se démarque, on essaie de parvenir à un consensus. Mais quand on a affaire à des dominés, c'est à prendre ou à laisser. Nous, nous nous étripons. Il y a des guerres, le Continent est à feu et à sang, précisément parce que le divertissement est tel que nous sommes incapables de savoir où est l'essentiel. Comment être dans les bonnes grâces des possédants : voici l'objectif de la bataille électorale. On va aux élections, on sauve sa peau et celle de sa tribu, de ses copains, des siens. La situation économique et financière est tellement désastreuse que chacun sait qu'il n'a aucune chance. Parce que chez nous il ne suffit pas de travailler plus pour gagner plus.

Je me dis que depuis l'aube des temps l'Afrique est debout, travaille : le commerce triangulaire, nous avons fait toutes les plantations du monde, les Noirs ont essaimé dans le monde. On est partout, on a travaillé partout et on n'a jamais été payé en retour. Si travailler plus et gagner plus suffisait, je crois que l'Afrique ne serait pas pauvre.

Mais rien n'y fait, nous entrons, nous nous engouffrons, dans cette histoire de globalisation. Parce que comme vous le savez, le couple extension-expansion, on a toujours fonctionné comme cela. Et c'était de bonne guerre : les progrès technologiques, l'évolution interne des sociétés du Nord, le commerce, ont créé un environnement qui a permis à certains pays de prendre une avance considérable sur d'autres. Ce besoin d'expansion et d'extension de ses propres frontières a permis à la France de disposer de l'un des deux empires les plus vastes. Je pense que c'est un atout majeur qu'on aurait pu exploiter maintenant. La France et les siens, même si elle ne veut pas de nous, nous la revendiquons. C'est comme ça, malheureusement.

Donc la France et de ses anciennes colonies, je me disais (je suis une rêveuse, je n'en ai pas l'air...) : la langue, les cultures... qu'on le veuille ou non, très tôt, on apprend qu'on a deux pays. Politiquement on a pas envie de le reconnaître, mais c'est comme cela que l'on grandit. Il y a mon pays et il y a la France. Et puis l'on fait ses études. Moi j'ai eu une bourse, je suis venue à Caen dans le Calvados, j'ai eu mes deux filles ici, et je suis retournée au Mali. Elles ont leur passeport français mais elles sont au Mali, on va, on vient...

Il aurait suffi tout simplement que les africains qui le souhaitent puissent avoir cette possibilité d'aller et de venir. Je vous assure que le problème de l'immigration ne se serait pas posé si l'on avait eu la possibilité de savoir qu'en tant qu'être humain, on peut aller et revenir : le droit à la mobilité. Mais dire à quelqu'un "il vous est interdit de sortir de chez vous, rentrez et restez y", c'est ça le véritable résultat des rapports Nord-Sud. Plus particulièrement quand on dit le Nord, nous, on regarde vers la France qui nous a colonisé, assujetti, libéré, recolonisé.

Il en est ainsi parce que les indépendances sont restées formelles. On a eu droit à un drapeau et tout le reste. Mais, comme vous le savez, la plupart de nos constitutions n'ont pas été écrites : on a tout simplement adopté la constitution française. D'un bout à l'autre du continent, on a hérité d'une situation, on ne l'a pas fondamentalement changée. Le contexte de la guerre froide était tel que, le Mali par exemple, en tant que pays socialiste, était avec l'union soviétique, la Côte d'Ivoire avec le bloc de l'Ouest. Les destins des pays pris individuellement à l'époque ont divergé. Nous, nous prétendions à une autonomie et à une souveraineté politique alimentaire : tout ce que l'on revendique aujourd'hui en fait. Dans les années 60, certains pays africains avaient vu juste. Jus de mangue, confitures, goyaves, industrie textile : on avait commencé. On a cru que c'était possible, qu'on allait nous aussi pouvoir disposer d'une industrie, d'un marché africain.

Mali et Côte d'Ivoire : j'ai de la chance parce que je suis à cheval entre ces deux pays. Je suis née au Mali, j'y ai grandi, j'ai épousé un Ivoirien. C'est en Côte d'Ivoire, à l'université d'Abidjan, que j'ai commencé à travailler, au Ministère de la condition féminine. C'était fabuleux tant que le café et le cacao se vendaient. C'est absolument extraordinaire. Les gens ne regardaient pas nécessairement vers la France. Le gonflement des flux migratoires est dû à l'échec du système chez nous.

Mais -pour en revenir à la démarche de Nicole- puisque l'on ne veut pas, puisque l'on ne se donne pas le temps d'évaluer... Personne ne pose le problème africain en terme d'échec du modèle dominant. C'est tellement plus facile de dire que nous sommes irresponsables, corrompus, incompetents. Cela nous coûte excessivement cher aujourd'hui.

Je crois que la plupart des africains qui sont dans cette salle sont plus jeunes que moi. Je suis venue ici après la grève de mai 68. On était à Dakar, on nous a débarqué ici, j'attendais ma fille. Je garde un excellent souvenir de cette époque. Je suis allée en Normandie, les gens m'ont bien accueillie, c'était une autre France. Ensuite je suis retournée en Côte d'Ivoire, j'ai enseigné à la fac, je me suis engagée dans la recherche. Je n'ai jamais eu de problèmes. Nous mêmes avons nos préjugés les uns envers les autres, mais le Français d'alors pouvait ne pas te salir, ne pas te regarder. Ce n'est plus la même chose, c'est tellement pesant les regards en ce moment, insupportable.... Je dis que ceux qui vivent ici sont courageux. Je vous assure qu'à chaque moment, à chaque instant, on vous fait savoir que vous n'êtes pas chez vous.

On a réussi à intoxiquer les gens. La tâche la plus difficile qui nous attend maintenant, et qui est en préalable au développement, c'est comment se désintoxiquer de ce lavage de cerveau donnant l'impression que des gens désemparés sont des envahisseurs ; comment corriger cette lecture des faits, et permettre à l'Afrique de regagner cette confiance que nous mêmes nous tendons à perdre en nous mêmes. C'est cela qui est dramatique, parce que ce traitement est infligé à des jeunes qui ont tellement besoin de croire en eux-mêmes, de croire en l'avenir. Ils sentent que dès le départ, que tu le veuilles ou non, de part la couleur de ta peau, tu es classé parmi les mauvais, les envahisseurs.

Mais l'évaluation nous permet d'abord de sortir de ce double langage qui veut que quand on parle de l'Afrique, ce soit l'apitoiement, l'humanitaire. On a pitié, c'est la compassion. En se disant : puisque nous avons exporté, nous avons estimé que le temps du tout marché était arrivé et que l'Etat devait se désengager, que le privé pouvait faire l'affaire. Dans le cadre de la coopération au développement, nous avons voulu qu'il en soit ainsi au Mali, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et ailleurs. Aujourd'hui, en 2007 en France, on marque un temps d'arrêt, on se pose la question, on essaie de savoir en terme de fracture sociale pourquoi nous en sommes là, pourquoi les jeunes n'ont pas de boulot, pourquoi le logement est difficile.

Les question que l'on se pose en tant que français et européens, on se doit de les poser chez les autres où on a exporté ces mêmes politiques. Mais c'est cela qui ne se passe pas. C'est cela que nous n'entendons pas. Ceux qui nous aident ne se posent pas cette question, et les nôtres qui sont aidés n'ont pas envie de se la poser. Nous, on peut nous laisser au milieu du gué. Ce n'est pas seulement nos mômes. L'Afrique est au milieu du gué, mais on ne fait pas demi tour, on dit "on continue". Je retourne chez moi, je les entends dire à la télévision : "puisque c'est la globalisation, puisque l'on a pas le choix, il va falloir ouvrir".

On ouvre à qui, à quoi ? A un marché qui veut toujours acheter la matière première moins chère, et rétribuer moins cher. Exemple, on ne peut pas comprendre le pays Dogon, on ne peut pas comprendre globalement la situation au Mali sans se poser la question de savoir d'où vient l'argent, de quoi vit le Mali, l'état malien. Le coton : la France, en partenaire du Mali, avait bien sûr commencé à faire du coton à l'Office du Niger. C'est une vieille histoire, dans les années 20. Le coton est donc devenu un produit de spéculation. Ça se vendait et plusieurs pays africains se sont mis à faire de l'or blanc. Puis, le Mali, bien qu'enclavé et désertique, s'est surpassé, est devenu premier producteur de coton. Beaucoup dans cette salle savent ce qui s'est passé.

Un moment donné on y a cru. J'étais au gouvernement à l'époque. Certains disaient : "nous sommes un pays qui gagne". C'était sans compter avec les subventions agricoles des Etats Unis et de l'Union Européenne. Aujourd'hui nous sommes dans une situation où les recettes de l'Etat souffrent, mais surtout le revenu du paysan producteur de coton. Les quatre pays concernés assistent à une situation de détérioration considérable dans les zones cotonnières.

Il y avait des arrangements entre l'Etat et les paysans. Malgré la corruption, malgré la dilapidation de l'argent dans des dépenses inutiles et futiles, les paysans du temps où le coton était mieux rétribué avaient un revenu. L'Etat s'occupait de l'hydraulique, les femmes dans les villages avaient de l'eau, les puits étaient entretenus, les paysans pouvaient mettre un peu d'argent de côté. Il y avait des écoles communautaires ; les enseignants étaient payés. Les femmes pouvaient accoucher dans des conditions acceptables. On est venu nous dire que non, il fallait jouer la carte du marché et que nous n'étions pas compétitifs.

En réalité, nous constatons et découvrons que les riches doivent tricher pour gagner sur ce marché. Puisqu'en dépit du bas niveau technologique de l'agriculture malienne, c'est le travail des femmes, les petites mains des femmes et des enfants, qui récoltent le coton dans les conditions que vous connaissez, qui fait que ce coton est propre et recherché. Rien qu'à la sueur de leur front et au travail manuel, les paysans africains ont réussi à relever le défi de la compétitivité pour ce qui est du coton. Alors on nous parle du lobby du coton aux Etats Unis, on nous dit que la situation est telle de toute façon le paysan américain ne peut pas se contenter du prix de marché et qu'il faut subventionner. Nous sommes donc premier producteur mais nous n'avons que nos yeux pour pleurer. Il n'y a pas d'argent, nous ne contrôlons pas ces deux mamelles de l'économie que sont le coton et l'or, parce que nous n'avons pas les moyens technologiques

d'extraire l'or. Ceux qui on extrait l'or ont créé une sorte de bantoustan tout autour des villages. L'or extrait est traité à l'extérieur, nous n'en tirons pas grande chose.

Nous dépendons donc cruellement de l'aide extérieure notamment de l'aide de la France pour payer les fonctionnaires. Tout est lié aujourd'hui à l'aide, mais c'est un cadeau empoisonné. Surtout l'aide de l'Union européenne. Je me suis permise de le dire à Louis Michel. On ne vous donne pas la possibilité de vivre de votre travail, parce que le marché est déloyal, mensonger. Vous avez travaillé en tant que paysan, mais vous n'avez pas droit à un revenu correct qui vous permet de ne pas dire merci. On nous met dans une situation où l'on est obligé de dire merci alors que l'on a travaillé.

Les gens abandonnent nécessairement les champs, à l'heure où je vous parle. Les gens se sont battus. Nous, on a marché, on n'a pas eu gain de cause. Les riches ne veulent pas toucher aux subventions. Il a été demandé au paysan malien d'accepter de baisser son revenu. C'est le pauvre paysan qui va être payé cette année à 160 centimes au lieu de 220 cts il y a deux ans. Le prix qu'il reçoit ne couvre même pas ce qu'il a investi en temps et en effort dans la production du coton. Au moment où je vous parle, certains sont obligés de vendre leurs charrues et leurs bœufs, et le peu de céréales qu'ils avaient. Alors ne parlons pas des frais de scolarisation des enfants. Aujourd'hui, les pompes des points d'eau, qui évitaient aux femmes d'aller chercher de l'eau sur de longues distances, sont en panne. Pour les réparer c'est la croix et la bannière puisque c'est le coton qui devait tout couvrir. Le coton ne se vend pas, on ne mange pas à sa faim, on ne se soigne pas. Les femmes malades, il faut maintenant les évacuer le plus loin possible dans des maternités sous équipées. On ne peut pas non plus payer les enseignants dans les écoles communautaires.

Cette situation dramatique se déroule dans une zone censée être le Mali utile, puisque le reste du pays, la désertification aidant... Bien sûr il y avait d'autres choses, le fleuve Niger, la pêche... On peut parler également des cours d'eau, du débit des fleuves qui a considérablement baissé. Au niveau du Fouta Jalon et de la plupart des fleuves qui partent du Fouta Jalon, la désertification et la baisse du débit fait qu'aujourd'hui même on vient de m'appeler de Bamako. Les gens ne peuvent avoir que six heures d'électricité par jour parce que le niveau du fleuve ne permet pas d'avoir l'électricité nécessaire. Cela veut dire que les petites et moyennes entreprises, les salons de couture, les salons de coiffures, les femmes qui vendent de l'eau glacée, n'ont même pas un ventilateur, à plus forte raison de l'eau glacée. Le réchauffement climatique, nous, on y est déjà. Des réfugiés écologiques viennent déjà vers les villes. Puisqu'ils ne trouvent rien en ville, ils préfèrent mourir. Ils se disent : "de toute façon, on est déjà mort ; nous sommes des morts vivants ; une mort sociale nous est infligée du fait de ne pouvoir travailler et subvenir aux besoins de notre famille, autant tenter notre chance".

J'ai parlé aussi de cette agriculture qui s'est développée au détriment de la culture vivrière. On nous a dit : "faites du coton, l'argent du coton vous permet, dans le cadre de l'ouverture économique, d'importer du riz", du riz asiatique. Nous ne mangeons pas le bon riz de l'office du Niger, car le riz importé devient moins cher que notre propre riz. Les restes de vos vêtements qui se vendent sur nos marchés nous reviennent moins chers que les belles couvertures que nous savions faire et vendre localement. Donc en pays Dogon, les produits artisanaux se vendent de moins en moins. Quand vous venez à une fête Dogon aujourd'hui, vous vous posez la question de savoir si vous êtes au Sénégal, au Burkina, ou au Cameroun, tout le monde est en jogging. Il suffit d'aller au pied de la colline, au petit marché. Vous venez vendre quelques couvertures, vous achetez des tas de fripes, et vous ressemblez aux blancs. Ce besoin d'être comme l'autre, de vivre comme lui, la fusion dont l'autre ne veut pas, c'est ça notre drame aujourd'hui. C'est dans nos tripes. Comment être l'Occident quand l'Occident nous tourne le dos. Et pourtant, c'est l'Occident le conquérant qui a fait le premier pas. Premier pas qui a induit perte de savoir, perte de savoir faire, perte de ressources, perte de confiance en nous-même surtout.

Le résultat du fait que nous ne parvenons plus à nous nourrir, parce qu'on nous dit que ce qui est important, comme ici, c'est de "faire du fric". Quand on a de l'argent, on entre dans un grand magasin, et on achète d'ailleurs. Vous savez dans les zones en guerre, on commence à applaudir, quand on dit tout va bien, les magasins commencent à s'ouvrir, les stands sont bien achalandés, alors on voit effectivement les possédants arrêter les 4 X 4, les grosses voitures, entrer s'approvisionner. Nos marchés, qui étaient des lieux absolument extraordinaires, avec des produits écologiques, les nattes, les Calebasses... Les jours de marchés, c'était absolument extraordinaire : les pintades, les coqs, les poules... Maintenant on a de la viande subventionnée. Au Cameroun c'était les restes de poulets. On recycle tout en fait. Nous assistons au grand banquet mondial. Ceux qui ont les moyens consomment. Je m'excuse, j'ai beaucoup de respect pour vous tous ici, je sais que ce n'est pas l'Eldorado, je sais que c'est difficile aussi. Mais c'est vous dire combien c'est encore plus difficile dans les zones où l'on a décidé que l'on pouvait aller chercher les matières premières, et surtout la plus stratégique de toute : le pétrole. L'on va dans ces zones chercher ce dont on a besoin pour faire tourner cette infernale machine qui pollue, qui a besoin de sous payer les gens.

Cette machine effectivement qui permet de fasciner les média. Vous savez, l'on ne mange pas pareil mais nous recevons les mêmes images, les mêmes publicités, les mêmes voitures, tout ce que vous voyez, c'est cela que nous voyons aussi. On est des humains, on a des envies, on regarde tout ça, on dit : "non, tout ça ne peut pas se passer sans nous : on nous donne notre part ou alors on va la chercher".

C'est absolument dramatique, parce que les femmes qui ont énormément de mal à trouver leur place dans ce système, placent tout leur espoir en l'enfant. Si un fils ou une seule fille parvient à passer, nous survivrons. C'est pour cela aussi qu'à longueur de journée les gens sont entrain de chercher un Western Union pour envoyer de l'argent. Je dis que ce sont des hommes et des femmes de mérite qui cherchent aujourd'hui à assurer, non seulement leur propre survie, mais également la survie de tous là-bas.

Aujourd'hui, je suis à Rennes, et j'ai vraiment le devoir de dire merci. Merci d'avoir soutenu mes compatriotes. C'est dur de devoir mendier sa place chez l'autre, en acceptant les boulots que vous savez. Regardez aujourd'hui le marché du travail. A la gare, on pousse, on tire, on surveille, mais on ne nous confie rien qui consiste à réfléchir, à décider ou à prendre une initiative. Voici où nous en sommes.

Les hommes de bonne volonté, de bonne foi, qui reconnaissent et acceptent de défendre ces laissés pour compte doivent être salués. Ce sont des actes citoyens auxquels nous sommes très sensibles. Nous regardons la télévision, nous suivons cela.

Mais l'idéal pour nous c'est que le plus grand nombre d'entre nous reste. Il y a tellement à faire en Afrique. C'est l'Afrique qui a les veines ouvertes. L'Occident se fait peur, mais c'est nous qui sommes en danger. Moi, je ne connais pas une seule mère de famille qui envisagerait de laisser partir son enfant. Le but de la vie chez nous, les femmes le savent, on a pas besoin de cartes de crédit : on a un fils, une fille, des enfants, ils sont là, c'est le meilleur investissement. On reste ensemble, on a ses petits enfants et on essaie de vivre.

Aujourd'hui, tout est déglingué, et on ne nous donne même pas les moyens de décoder. Nous n'avons pas les moyens théoriques d'analyser où nous en sommes, nous, Africains. On continue à nous dire "on vous aide", alors qu'on donne d'une main et qu'on reprend de l'autre. C'est tout le drame de la dette. On nous a fait faire des erreurs monumentales dans le domaine de l'agriculture, dans les choix d'infrastructures : des aéroports dont vraiment on aurait pu se passer, des autoroutes qui ne mènent nulle part ou alors des autoroutes faites pour drainer les matières premières vers les ports. Ce ne sont pas de ces autoroutes là dont nous avons besoin. On devait plutôt intégrer l'arrière pays, c'est à dire faire circuler d'abord les produits africains en Afrique pour que nous puissions en vivre, et non pas faire des ponctions et amener cela vers les ports d'Abidjan et de Dakar. Mais c'est ce que l'on a fait. Les chemins de fer on servi à cela.

On nous a dépossédé des chemins de fer parce que l'on nous a dit que l'on gérait mal. Nous n'avons plus que des chemins de fer qui transportent des marchandises. Tous les villages entre Bamako et Dakar qui vivaient du chemin de fer... Parce que le train s'arrête, vend, le train siffle, tout le monde vient le long des rails... c'était extraordinaire comme vie. Au nom de la mondialisation, des multinationales ont fait main basse sur le rail africain. Donc pour voyager, pour aller voir votre parent dans l'autre pays ...

On parle d'intégration. Je vous le dis : en tant que pays, on n'est pas intégré ; en tant que région, on n'est pas intégré. Des chefs irresponsables, comme réponse, ont trouvé le NEPAD : nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, semble-t-il. En fait, c'est pour plaire à leurs maîtres à penser. Ils sont bien payés en conséquence, parce que tous les pays riches se sont mis à applaudir. Quand ils applaudissent tous ensemble, il faut avoir peur... Ils se sont mis à dire : "ça y est, enfin une vision africaine". C'était une vision présidentielle. L'un des premiers, Abdoulaye WADE, qui était le chef du NEPAD, vient de dire qu'il renonce lui même au NEPAD parce que ça ne marche pas. Ils nous ont fait perdre 4 ou 5 ans, de conférences, de missions, on a claqué un fric fou.

C'est cela qu'il faut évaluer. C'est la question de savoir en quoi, dans quoi les dirigeants européens, tous ensemble comme un seul homme, décident de mettre l'argent de l'Europe dans des tonneaux des Danaïdes. Parce qu'ils savent très bien que le NEPAD ne vaut rien. Pendant un certain temps on y a cru. Aujourd'hui, il n'y a même plus de NEPAD, on n'y croit plus, c'est le vide total, et avec la route que l'on nous montre : "rentrez chez vous".

C'est important de saisir que nous sommes à un moment particulièrement cruel de l'histoire pour l'Afrique. C'est un moment de lucidité possible pour nous tous, à condition que l'on se donne le temps de poser les bonnes questions : où en sommes-nous, pourquoi ça ne marche pas. Parce que si vous décentralisez dans un contexte où les gens ne comprennent pas dans quelle économie ils sont, les petites activités, des micro-crédits, tout ce que nous avons tenté jusqu'ici n'aboutira pas car l'environnement n'est

pas globalement porteur. Les femmes peuvent fabriquer ce qu'elles veulent, toutes vont fabriquer les mêmes choses. Elles vont sur le marché : il n'y a personne, il n'y a pas de revenu. Qui va acheter pour son camarade dans le quartier aujourd'hui ? Parce que l'on a dit à tout le monde, "allez dans le privé". A Bamako, chacun a ouvert sa petite boutique. Mais à qui vendre, et où exporter puisqu'il y a des barrières ? Nous, nous recyclons les restes des riches, mais quand nos matières premières ne sont pas voulues par eux... Il y a ces formes de barrières qui consistent à dire qu'une mouche s'est posée sur une mangue, que l'arachide donne le cancer du foie... : tout est bon ! On est sur un marché où ceux qui paient, qui décident, ont le choix. Ils fixent les prix, ils décident de ce qu'ils achètent, de ce qu'ils n'achètent pas.

C'est très dur, mais ce n'est pas sans issue. L'issue aujourd'hui pour moi, ce qui me paraît primordial, c'est l'opinion. Il nous faut absolument construire une opinion publique africaine. Il n'y pas d'opinion. On a confisqué les télévisions, qui sont les petites sœurs des médias dominants. Nous regardons ce que vous regardez. Tout le monde peut zapper. A défaut de pouvoir partir, tout le monde peut voyager, à travers le petit écran. Mais à la différence qu'ici, les gens peuvent regarder et lire entre les lignes. J'en veux considérablement aux télévisions, et je passe mon temps à le dire à la télévision malienne. Que l'on ne soit pas en mesure de donner une éducation, des diplômes à nos enfants, du travail ici... Mais de les aider à se fourvoyer tous ensemble, droit dans le mur, voir l'Eldorado là où il n'est pas...

L'Afrique est victime aujourd'hui d'une dépolitisation comme on en a jamais connu. Du temps de la guerre froide, on savait dire non. Au moment des indépendances, après la 2<sup>ème</sup> guerre, les gens ont dit non. Nous nous sommes installés dans une situation où on a peur de poser les bonnes questions, parce que les dirigeants africains savent qu'en posant certaines questions, aux prochaines élections, ils ne seront plus là.

L'Union européenne et les Etats-Unis sont devenus des champions dans la supervision des élections en Afrique et dans la distribution des bons points. Il n'y a aucune solidarité entre les dirigeants africains car chacun veut dépasser le voisin. Comment être un bon élève du FMI et de la banque mondiale puisqu'ils se passent le mot ? Le Président du Mali, le pauvre, vient d'être élu dans un contexte terrible, parce qu'il y a un projet d'augmentation du prix de l'électricité -dont nous sommes privés... Il s'était battu. SAUR était entrée dans la libéralisation de l'électricité. Lui, il a promis de diminuer le prix. Puisqu'il a insisté, je crois que SAUR s'est retirée. Il y a une étude en cours pour voir dans quelle mesure ils peuvent augmenter le tarif. Avec les salaires de misère, je ne sais pas comment il va se tirer d'affaire.

Plus grave est la privatisation de la CMDT, la Compagnie Malienne de Développement du Textile. Il n'a pas voulu privatiser en 2006. La Banque mondiale a passé le mot aux bailleurs de fonds. Ils ont croisé le fer avec le Mali et l'ont puni. Le pays a été privé de ressources parce qu'il n'a pas privatisé dans les délais requis par la Banque mondiale. Pendant ce temps, le peuple malien sait peu ou prou ce qui se passe, mais n'a aucune capacité de se mobiliser véritablement.

La question de la Banque mondiale, ce n'est pas seulement la "copine" de Paul Wolfowitz. Je crois que la Banque doit être interpellée pour des crimes beaucoup plus importants, surtout en Afrique.

Au nom du désendettement, de temps en temps ils montent au créneau. La veille de chaque G8, il fait bon prendre les images les plus terribles en Afrique. Tony Blair voulait redorer son blason ; il n'avait pas le vent en poupe après l'Irak auprès de son opinion. Donc il y a eu ce G8. Tout ce qu'ils ont trouvé, c'était de faire de l'année 2005 l'année de l'Afrique. C'était terrible de voir les enfants nigériens, la famine au Niger. Ceux qui sont dans cette salle savent parfaitement comment ils ont tardé à réagir. Ils pouvaient réagir, mais ils ne l'ont pas fait. Mais ces images leur étaient utiles, à la veille du G8. Montrer un enfant de 6 ans pesant 3 kg, remplir les yeux du monde d'horreurs en provenance de l'Afrique. Ça c'était Tony Blair.

En Allemagne, c'est le Darfour. Concernant les images du Darfour, quelqu'un me disait hier soir : "écoute Aminata, ma copine et moi on était là, et subitement, on nous dit *faites quelque chose pour le Darfour*". On te culpabilise, on te demande d'agir pour le Darfour. On ne te dit pas ce qui ne va pas au Darfour, pourquoi ils en sont là. Personne ne se dit qu'il y a un lien avec ce qui s'est passé en Irak ; que c'est la même sale histoire de pétrole ; que c'est la guerre froide qui recommence d'une certaine manière ; qu'il s'agit d'une confrontation entre la Chine et les Etats Unis et toutes les puissances qui convoitent ce pétrole. Au point où nous en sommes aujourd'hui dans le mépris pour l'Afrique, on pourrait tous crever, je m'excuse, je ne sais pas si ça gênerait certains qui versent aujourd'hui des larmes de crocodiles sur le Darfour. Mais ils ont besoin des images du Darfour... Cette manipulation des images venant de l'Afrique est d'une extrême gravité. Moi à la limite, je dis : que l'on cesse de nous aider, mais que l'on cesse aussi de montrer de l'Afrique ces seules images.

Pour les gens qui ne sont jamais sortis, l'Afrique de l'opinion mondiale, l'Afrique que l'on a dans la tête et dans le yeux aujourd'hui, c'est une Afrique qui souffre, qui s'entredéchire et qui se noie en mer. Mais où va-t-on avec cela ? Moi, je voyage énormément et je vous le dis : ce n'est pas seulement l'Europe, quand je vais en Asie, c'est pareil : avec le maillage de la terre, ce sont les mêmes images d'Africains en difficulté qui circulent partout dans le monde. Voici le service que l'on nous rend sur la base d'un diagnostic totalement erroné.

C'est pour cela que je suis contente que Nicole pose le problème dans ces termes : qu'est ce qui ne va pas, qu'est ce qui n'a pas marché, comment questionner ces réalités à la lumière des rapports de forces qui prévalent aujourd'hui entre l'Afrique et le reste du monde et plus particulièrement les anciennes métropoles.

Je vous remercie.

### **N. KIIL-NIELSEN :**

C'est nous qui remercions Aminata. Je pense que vous allez avoir des questions à poser. Ne vous privez pas, en toute simplicité. Je sais qu'il y a des tas de gens ici qui sont investis au Mali. Je pense qu'ils ont des choses à demander.

### **QUESTIONS DE LA SALLE :**

- Kamara : les dirigeants africains peuvent-ils emprunter la voie des Latinos américains ?
- S. Ségal du CRIDEV (Centre Rennais d'Information sur le Développement) : quel regard portez-vous sur les actions menées par les différentes coopérations décentralisées au Mali. Comment les appréciez-vous par rapport à des actions qui sont menées par d'autres acteurs, notamment les ONG, petites ou grosses ?
- J'aimerais connaître votre opinion sur ce qui s'est passé en Pologne, le fait que l'Inde et le Brésil se soient retirés des négociations avec l'OMC. Autre question : M. Hortefeux était à Cotonou aujourd'hui pour rencontrer le Président sur les politiques d'immigration. A votre avis, quel message portait-il, et quelle a pu être la réponse du Président du Bénin ?

### **Aminata TRAORE :**

Pour répondre à Kamara sur la responsabilité des dirigeants africains. Si je prends l'exemple du Mali, c'est un coup d'Etat qui a évincé Moussa Traoré du pouvoir. Trois cents personnes ont payé de leur vie cette alternance. Les gens sont allés voter pour la première fois. Tout le monde était ravi d'avoir sa carte d'électeur, de pouvoir choisir enfin un dirigeant. Quand Alfa Oumar Konaré est arrivé, il a été obligé de poursuivre la restructuration de l'économie malienne. La Banque mondiale et les autres ont applaudi parce que le dictateur Moussa était tombé et que le démocrate Alfa était arrivé. Seulement, la banque mondiale a conseillé à Alfa Oumar Konaré, après la chute de Traoré, de mettre en œuvre un programme nommé AGETIP. Ce sont des agences de travaux à haute intensité de main d'œuvre pour le Sénégal. Les mêmes programmes sont appliqués dans différents pays.

Ils appellent cela le filet social. Ils savent très bien que la réforme de la fonction publique, la mise au chômage des pères... Ils prétendaient à l'époque, et prétendent toujours, que nous vivons au dessus de nos moyens, en dépit des salaires de misère. La masse salariale était donc trop élevée. Pour la réduire, il fallait mettre tous ceux qui avaient envie dans le privé, soi disant. Vous savez très bien qu'il n'y a pas de privé et que c'est le secteur informel. Enormément d'enseignants et de gens qui étaient dans les hôpitaux ont été tentés par cette supercherie qui consiste à dire "allégeons les charges de l'Etat, essayez quelque chose par vous mêmes". Certains se sont suicidés, des gens sont morts parce qu'ils ne pouvaient plus s'acheter quoi que ce soit, même un médicament.

Cette situation lamentable a été créée dans la quasi totalité des pays du fait des programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Elle a totalement discrédité les chefs d'Etat. Vous pouvez faire toutes les promesses du monde, une fois que vous êtes en poste, vous êtes obligés -c'est comme les critères de Maastricht et d'Amsterdam ici- de mettre en œuvre certaines choses ou alors vous êtes un mauvais élève.

Je pense qu'il faut dépersonnaliser le débat. Nos dirigeants sont mauvais, ils valent ce qu'ils valent. Il y a deux facteurs. D'une manière ou d'une autre, même Jupiter a un poste présidentiel aujourd'hui, avec le fardeau de la dette, avec les conditionnalités des bailleurs de fonds, finira par mécontenter son peuple.

La réponse pour moi n'est ni à Washington, ni ailleurs : c'est le peuple. C'est le peuple qui me pose problème en ce moment, parce que l'on a réussi à créer une société civile qui n'en n'est pas une. Je vous ai parlé des 120 partis politiques : il y a 3000 associations dans mon pays. C'est à dire que quand 3 personnes s'entendent bien, ils se lèvent et disent "on va faire quelque chose sur l'excision, on va faire quelque chose sur l'eau". Créer une association aujourd'hui est devenu un moyen de survie pour les jeunes, pour les déflatés. Tous ceux qui galèrent se disent : "si on a une association, on est plus crédible". On crée un

association, on va d'ambassade en ambassade. Ou alors on cherche une association au Nord et on devient son relais au Sud".

Je pense que ce qui se passe en Amérique Latine n'aurait jamais pu avoir lieu sans les peuples d'Amérique Latine. Ce n'est pas pour rien que le forum social s'est réuni à Puerto Allegre. C'est la qualité de l'opinion, ce sont les gens avertis qui peuvent être exigeants. Devenons des africains exigeants et ayons le courage de dépasser nos petites querelles intestines, de nous mettre ensemble et poser les bonnes questions aux chefs d'état. Il faut leur faire peur. C'est comme une balance, il y a les bailleurs de fonds et leur fric, et il y a les peuples. Les dirigeants africains ne vont vers le peuple qu'au moment des élections, et puis ils disparaissent de la circulation. Vous ne les voyez pas pendant cinq ans. Ils parviennent à faire cela parce que l'argent qui vient de Bruxelles, de Washington et d'ailleurs, leur permet de distribuer à ces mêmes associations. On est distrait, on occupe le terrain.

Prenez la question de la bonne gouvernance. L'Union européenne dit : "je veux lutter contre la corruption". Elle fait venir vingt chefs d'Etats à Bruxelles. J'étais là-bas. Tout le monde se justifiait, c'était gênant. Chaque chef d'Etat venait présenter devant Louis MICHEL, Commissaire au développement, tout ce qu'il a mis en place pour bien gérer l'argent prêté pour mettre en œuvre l'agenda.

C'est cela le problème. Vous terminez une élection. Au lieu que celui qui a été élu se soucie de mettre en œuvre une politique de développement conforme aux aspirations du peuple, on lui donne un programme. Avec le programme, on lui donne l'argent, et vous, pauvre peuple, paysan, femme, on vous demande de contrôler ces dirigeants dans la mise en œuvre de l'agenda venu de Washington et de Bruxelles. On se moque de qui ? Je le dis, c'est une oligarchie, c'est une histoire de fric entre élus, entre gens qui ont décidé que les choses se passeraient comme cela.

Il y a une Afrique à deux vitesses. Le "Nord-Sud", ce n'est pas seulement ici, le Sud, c'est aussi à l'intérieur de nos frontières. Le Nord-Sud, la fracture locale, l'exclusion commence là-bas parce qu'il y a cette minorité d'impunis. L'impunité des chefs d'Etats naît du fait que nous ne leur posons pas les bonnes questions. Mais vous ne pouvez pas leur poser les bonnes questions si vous ne connaissez rien de la marche du marché, les questions de prix au producteur, etc... Vous voulez nous donner 1 000 € pour faire une petite action là-bas ? Merci, mais nous voulons savoir comment demain vous allez renégocier les prix de l'électricité, du coton.

La situation en Palestine aujourd'hui : le Hamas vaut ce qu'il vaut, mais quand chaque fois les dirigeants des pays riches se mettent en tête que tel élu à tel endroit n'est pas bon, qu'il faut changer la donne... : mais toute l'Afrique est comme cela !

Ce que nous mettons en œuvre aujourd'hui c'est une politique d'ouverture à une compétition dont nous n'avons pas les moyens. Quand l'Union européenne, du haut de sa fortune, dit à des chefs d'Etats : "je veux investir 3 milliards d'euros dans la lutte contre la corruption" ; vous avancez trois milliards d'euros à des pays en banqueroute, et vous voulez que ces pays soient démocrates ? Mais ils vont se mettre au service de ceux qui paient, ils ont besoin de nos voix, et tout est là.

Pour répondre à votre question : il y a le peuple de l'Amérique Latine, la dépolitisation dont nous souffrons cruellement. Eux, ils ont compris. Nous, nous sommes l'arrière cour de l'Europe. Eux sont l'arrière cour des Etats Unis ; ils sont dans la gueule du loup. Mais ils n'ont pas les mêmes rapports avec Washington que nous avec la France. Lors du sommet des chefs d'Etats, le sommet de la francophonie, il y a cinquante non blancs et un blanc, le chef, qui est là. Quand il tape, on voit un Déby qui court, qui dit : "Monsieur le Président, qu'est ce que vous dites, qu'est ce que l'on doit faire ?" et ainsi de suite. Mais quand ils sortent de là... Aminata peut dire ce qu'elle veut, ils n'en n'ont rien à cirer. Ils savent que leur survie politique dépend de l'argent qui va venir. C'est cela qui doit changer.

Laissons ces chefs d'Etats. Je sais que l'on a tendance à dire "ce sont eux". Cela conforte la thèse raciste qui consiste à dire que nous sommes incapables de gérer, que tous nos leaders sont mauvais. Moi je dis qu'un leader doit, peut être discipliné. Vous savez, vous et moi, que l'on a survécu sur ce continent parce que nous avons des valeurs. Les chefs dans nos pays pouvaient se suicider parce que la récolte n'avait pas été bonne et que les gens n'avait pas à manger. Aujourd'hui, les chefs cherchent d'abord à sauver leur peau. A tous les niveaux, c'est devenu une situation de sauve qui peut.

Ma dernière remarque concerne la diaspora : j'ai des reproches à lui faire. La diaspora africaine est-elle suffisamment solidaire, suffisamment visionnaire ? Vous concertez-vous ? Quand nous sortons pour organiser des marches, n'importe où, à Bruxelles, à Washington, je ne vois pas la diaspora. Tous ceux qui sont dans cette salle sont capables aujourd'hui de se mobiliser, de se battre pour l'Afrique, alors que les Africains de France et d'ailleurs... Peut-être que pour des questions de papiers, les gens ne veulent pas se manifester, ils ont peur. Je vous le dis : vous avez capitalisé, vous avez vu comment les démocraties

occidentales fonctionnent. On refuse les OGM, les poulets congelés et tout le reste : refusons qu'on nous vende une démocratie qui n'en n'est pas une.

C'est une véritable alliance entre nos sociétés civiles et les hommes de bonne foi d'ici. Les gens qui sont dans cette salle et leurs semblables qui ont une bonne connaissance de l'Afrique sont capables d'une solidarité avec nous qui fait que l'on va peser sur les décisions. Les cinq années qui s'annoncent seront très difficiles, mais ce n'est pas seulement la rue, les rapports de force, c'est notre propre capacité d'analyse et de proposition qui peut nous sauver.

Pour répondre à Sylvain : qu'est-ce que je pense de la coopération décentralisée ? Compte tenu de tout ce que je viens de décrire, on se dit : "allons directement aux populations, à la base". Je ne veux pas vous décourager, mais... (rires dans la salle). La situation étant ce qu'elle est, viennent au pouvoir à la base des gens qui se disent : "on va gagner au niveau des villages et des quartiers ce qu'on n'a pas pu gagner là haut". Moi, j'ai un énorme problème avec le Maire de mon quartier. Tout le monde peut en témoigner, c'est l'unique quartier de Bamako, j'ai pavé les rues avec les femmes, mais le Maire me déteste cordialement !

Au moment de l'évaluation, on déroule le tapis, on tue le dernier bouc du village. On va tout apprêter pour que vous ne puissiez pas voir ce que vous ne pourrez jamais évaluer. Ils feront en sorte que vous ne puissiez pas voir. Quand vous n'êtes pas là, pourquoi n'y a-t-il jamais de débat ? Si quelqu'un doit avoir une exigence, ce sont les gens de l'extérieur, qui doivent s'assurer que, qu'ils soient là ou pas, il existe une dynamique locale qui fait qu'administrés et citoyens communiquent véritablement, et que l'argent de la coopération décentralisée est investie dans des actions identifiées à la base avec les femmes et les jeunes.

Mais quand je vous dis que je ne vois mon Maire qu'entre deux élections, et que de toutes les manières ils n'ont pas besoin de quelqu'un qui réfléchit...Donc, la question que je me pose...Elle peut marcher...Mais l'une des exigences, c'est de s'assurer, mais comment vous pouvez le contrôler, comment vous pouvez voir cela, je n'en sais rien car cela reste aussi un "créneau". Les Maliens ordinaires, ma voisine, les gens du quartier, ne savent pas ce qu'est la coopération décentralisée. Nous, nous coopérons avec Angers. On a essayé de faire quelque chose. Ça peut ne pas marcher, les gens ne peuvent même pas protester, parce que, là aussi, il y a un déficit d'information considérable.

Admettons que je sois de Biandagara, je sais parfaitement ce qui se fait à Bandiagara. Tous les autres savent ce que Bandiagara veut faire avec Rennes. A partir de ce moment, nous contrôlons ; le contrôle citoyen en tant qu'exigence à tous les niveaux.

Je sais que le jour où les Africains sauront ce qui se passe, la donne changera localement. Le problème aujourd'hui, c'est que les gens sont mal informés.

Pour le pavage de mon quartier, dès que nous avons eu le financement, nous avons tenu une réunion dans la rue pour dire aux gens : "voici le montant, voici les lignes". Les femmes, les gens ordinaires, se sont dit : "comment va-t-on dépenser cet argent ?" ; des femmes on dit : "on peut fournir le sable, on peut fournir la pierre"...Mais le Maire de mon quartier, qui est aussi entrepreneur, veut tout fournir lui-même (rires dans la salle).

C'est cela aussi la donne, quand on vous dit dans un pays que c'est le secteur privé, que c'est les opportunités... Vous ne pouvez pas imaginer les conséquences gravissimes de la phrase qui consiste à dire "enrichissez-vous". Parce que c'est ainsi que les gens l'ont entendue, en se disant : "c'est le marché, le marché commence par toi même ; à chaque occasion, tu te positionnes d'abord avant d'aller ouvrir à qui que ce soit". C'est à tous les niveaux comme ça. Chez nous, et ce n'est pas spécifique à l'Afrique, on vient dans un poste ministériel parce que par ailleurs on a une entreprise, et on veut que cette entreprise fonctionne. Les questions d'attribution de marché, ce n'est pas spécifique à l'Afrique, mais c'est comme cela aujourd'hui que les gens parviennent à se tirer d'affaire. Et cela fonctionne à la base.

La question de la participation me semble fondamentale. Les femmes doivent savoir, les jeunes doivent savoir. Mais vous êtes si bien encadrés par Monsieur le Maire et les élus locaux que vous n'aurez même pas l'occasion de parler aux opposants ou de sortir de ce circuit.

Mais vous avez votre propre expérience, moi aussi j'ai envie d'entendre ce que vous pensez de cela.

Les ONG, c'est un autre problème. Avec les grosses ONG, l'on assiste à une véritable balkanisation en Afrique. Les Pays Bas préfèrent donner à SMV, la France va donner aux Volontaires, l'Angleterre à Oxfam. L'essentiel de l'argent sera donné d'abord aux ONG du Nord, qui vont trouver en sous-mains des petites associations qui sont pressées de prendre leurs "petits sous". Aller ou ne pas aller sur le terrain ? Je suis désolée, je dépeins une situation qui peut paraître exaspérante, mais c'est comme cela que ça fonctionne. Si on veut sortir de là, il faut diagnostiquer, il faut que l'on sache.

Je vois une organisation puissante comme Oxfam. Oxfam vient au Mali, se bat pour le coton, d'accord. On va à Cancun pour le coton. Oxfam, avec des moyens, avec des millions de dollars, fait un

boucan terrible. Mais où sont les africains ? Vous croyez qu'ils vont nous appeler ? Non. Oxfam a beaucoup de mérite, je les respecte, mais quand il s'agit du coton, Oxfam ne donne pas la parole aux Africains. Tony Blair fait son Live Aid, appelle Bono et Bob Geldof pour médiatiser davantage la famine en Afrique et les malades africains. Ils font leur méga concert. Geldof refuse d'appeler des Africains en disant qu'il veut des Africains qui peuvent remplir des stades. On gratte pour savoir ce qu'il y a derrière : un business sans nom. Tony Blair, qui a son idée de l'Afrique, qui a son projet pour l'Afrique, le couple Brown et Geldof, c'était une sorte de trio avec les multinationales du disque. Les Anglais ont fait des articles là-dessus. Quand nous voyons tout ce qu'il y a derrière Live Aid pour sauver l'Afrique, on a la nausée. Ils ont vendu leurs disques, Geldof a commencé par le Niger, mais les gens du Niger disent, après tout ce tamtam pour l'Afrique, où est l'argent ? Ceux-là aussi se permettent de dire qu'ils vont punir les dirigeants corrompus africains. Au nom de la corruption de l'Afrique, tu ne verras pas l'argent de la chanson en Afrique. Les africains qui se croient bons chanteurs ne chanteront pas pour eux-mêmes, d'autres chantent pour eux.

Alors on va balayer devant toutes les portes, les grandes institutions qui sont au service des multinationales, les dirigeants des deux côtés qui sont copains, coquins. Et puis nous mêmes, société civile, est-on en train de reproduire dans nos comportements ce que nous critiquons chez les officiels...a-t-on suffisamment confiance, se fait-on confiance ?

Dernière question, le retrait de l'Inde et du Brésil des négociations avec l'OMC. Je ne suis pas étonnée. Quand on parle des pays émergents, le tout est de savoir, dans leur typologie, ceux qui ont émergé, qui sont au sommet, ceux qui sont en train d'émerger, et nous qui nous noyons. Sur le terrain, je vous assure que, souvent je ne vois pas une grande différence. Ce n'est pas parce qu'il y a une sorte de silicone vallée en Inde... Vous savez qu'ils ont eu le "courage" de dire que cette année cela va très bien pour l'Afrique, avec un taux de croissance de 5 %. C'est ainsi que le président de la BAD a invité... Ils se sont tous retrouvés en Chine, parce qu'aujourd'hui, pour mieux réfléchir, il faut aller en Chine. Nous apprenons que nous avons un taux de croissance de plus de 5%. Moi, je dis : "attendez, je veux bien, mais les bateaux qui dérivent, ils partent d'où ?". Sont-ils du même continent, ceux qui sont en train de mourir, et ceux qui enregistrent ce taux de croissance ? De quelle croissance parlons-nous ?

Je ne suis pas du tout étonnée. Ce qui m'embête, c'est que Lula et tous les autres sont de bons libéraux. La question fondamentale aujourd'hui, c'est de savoir si la gauche caviar, la droite et tous les autres vont poser les vrais problèmes en disant : est-ce que c'est le marché qu'il faut pour l'Afrique, ou pas ? Posons cette question. Si l'on y répond correctement, la quasi totalité des problèmes de l'Afrique disparaîtra. Mais si on refuse de poser cette question, celle d'un marché qui ponctionne, qui boit, qui tue, qui éjecte les Africains... Les Africains eux-mêmes se trompent de combat, parce qu'ils refusent, parce qu'il y a les libéraux. La quasi totalité des Africains ici sont des libéraux.

Brice HORTEFEUX... J'ai lu quelque part que, selon lui, la régulation de l'immigration est aussi un moyen de développement de l'Afrique. Très bien, mais moi j'aurais aimé que ce soit nous, Africains, qui fassions ce constat. C'est à nous de constater qu'il y a un problème. On le fait, mais il y a la question que je viens d'évoquer précédemment. Eux sont au service d'un système qui ne peut fonctionner qu'en appauvrissant le Sud. C'est cela le véritable dilemme des "chasseurs de Noirs" : ils ont besoin des richesses de ces Noirs. Il faut les pousser de là, du pétrole, et de tout le reste. On prend ce dont on a besoin pour relever le défi de la compétitivité face à la Chine et les Etats Unis. Mais dans le même temps, on prend ce qu'ils ont et on leur demande de rester chez eux. On construit des murs partout, on barricade l'Europe pour lui promettre la sécurité, la liberté. De part et d'autre, c'est à nous de savoir si nous nous attendions, en guise de résultat de ces dernières années de libéralisation et de privatisation, à ce qu'on élève tant de murs après la chute du mur de Berlin. Mais, en dernière analyse, qui est en prison, ceux qui frappent à la porte ou ceux qui sont dedans ?

### **N. KIIL-NIELSEN :**

J'aimerais bien qu'Aminata nous dise quelques mots sur la question du pillage des biens culturels, le Musée Branly ...

### **A. TRAORE :**

L'ironie du sort a voulu que ce Musée ouvre au moment où se construisaient les camps de migrants. Une carte de MIGREUROPE montre les camps où l'on enferme les migrants, tous ceux que l'on arrête. A l'époque j'étais là, tranquille, en train d'écrire. Je voyais le coût, la beauté... C'est Daniel Mermet qui m'a entraînée là bas parce qu'il voulait absolument que je regarde de plus près.

Je me suis dit : "C'est tellement paradoxal : comment peut-on tant aimer les œuvres de l'esprit de peuples dont les vivants sont interdits de séjour ?". Si chacun d'entre nous pouvait se transformer en

statuette de bois, même si on était des millions de migrants clandestins... Les œuvres peuvent entrer clandestinement dans les bagages, mais les vivants sont trop encombrants et doivent rester dehors. J'ai écrit ce papier qui à l'époque a fait beaucoup de bruit, en rappelant que nous ne sommes plus à une contradiction près et qu'il est vraiment temps d'ouvrir les yeux. Mais M. Chirac, que j'aime beaucoup, n'a jamais répondu à la lettre que je lui ai adressée.

### **QUESTIONS DE LA SALLE :**

- A. Sirima : je voulais saluer l'initiative de Nicole Kiil-Nielsen et de la Ville de Rennes, et saluer aussi notre grande sœur Aminata Traoré. Il y a quelques lueurs d'espoir puisque tous ceux qui sont ici sont intéressés par les dynamiques en cours et les alternatives qui se préparent avec les Africains. La diaspora, les migrants agissent, mais ont du mal à attirer l'attention des médias. A l'initiative des associations SURVIE et CHERPA et de la diaspora congolaise, une plainte a été déposée et une enquête est ouverte sur les biens mal acquis par les dictateurs. Ma question : vous avez été ministre : si ATT vous sollicitait pour être à ses côtés... ?

- G. Borvon : ne pensez-vous pas que la meilleure façon d'aider l'Afrique serait pour nous de lutter ici, en Europe, contre les institutions internationales, et qu'agir contre ces multinationales et ces institutions, c'est nous aider aussi ?

- Artisans du Monde : il y a quelques années, une plainte a été déposée auprès de l'OMC contre les subventions attribuées par l'Europe et les Etats Unis aux producteurs de coton. Cette plainte a été acceptée. Les Etats Unis ont été condamnés mais ont fait appel. On en est-on actuellement ?

### **A. TRAORE :**

A Glen Eagles, le G8 avait promis de faire quelque chose contre les subventions. A Genève, au niveau de l'OMC, après Cancun, le dossier du coton est devenu une sorte de cas d'école illustrant la nature du marché. On est allé de réunions en réunions. Les quatre pays africains étaient ravis de savoir que même l'OMC était intervenue. La coopération française et pas mal de pays ont élevé le ton. Je l'ai dit dans mon exposé : très concrètement, au niveau des pays, il n'y a aucun impact, aucune traduction de ces décisions. Le constat est fait : tout le monde est d'accord que nous sommes des pays spoliés, tout le monde le déplore, mais les Etats-Unis et l'Europe continuent à subventionner leur coton.

Je suis d'accord avec vous sur la question de l'information. Récemment, j'étais en Italie. A table, quelqu'un me dit : "je suis de gauche, mais retenez moi car je deviens raciste à force de voir les bateaux arriver".

Si l'immigration avait bénéficié de tout l'éclairage nécessaire, je ne dis pas que le résultat des élections aurait été autre, mais le fait d'avoir escamoté le débat sur l'immigration a considérablement aidé la droite. Mais comment aider les gens à comprendre ? Vous vous battez sur tous les fronts. TVA sociale... Vous avez vos propres luttes. Vous avez beau être solidaire avec l'Afrique, quels sont les espaces que vous pouvez occuper pour que les gens comprennent ? L'arme dont nous avons le plus besoin, vous et nous, c'est notre bulletin de vote. Glisser ce bulletin dans l'urne, sur la base d'informations claires pour tout le monde, ne pas accepter que "blanc ou noir". Les puissants de ce monde se jouent de nous. Cela est fondamental et l'avance que vous avez sur nous c'est que vous êtes dans des processus qui vous permettent de comprendre. Nous, aujourd'hui, on commence à utiliser les langues nationales. Au forum social mondial à Bamako, il y a eu énormément de débats dans les langues nationales. Jusqu'ici nous n'avons pas accès à la télévision. Ce discours subversif n'a pas sa place là-bas, mais les radios et le contact direct avec les femmes leur permet justement de comprendre que chaque fois qu'elles achètent, elles peuvent contribuer à appauvrir ou enrichir l'Afrique.

SURVIE, le travail considérable de Verschave, qui est décédé, et de William Bourdon. William Bourdon est venu à Bamako parce que l'on a créé une association avec les retournés de Ceuta et Melilla : "Retour Travail Dignité".

On se demande, puisqu'on a tiré à balles réelles sur eux, contre qui se tourner ? Le Maroc, que l'Europe instrumentalise, l'Espagne ou l'Europe elle-même ? Je travaille avec eux. Je reconnais avec vous que si la diaspora congolaise s'est mise avec eux, et si un seul chef d'Etat parvient à être inquiété, même si le procès d'aboutit pas, le simple fait de savoir qu'il y a une société civile mondiale qui pose des bonnes questions aux chefs d'Etats peut dissuader la plupart d'entre eux.

Vous savez, il y a une chose qui est chère aux Africains. Tu peux voler le pays entier, mais dans ton village, tu n'as pas envie que cela se sache... On a une conception de la honte, on ne veut pas être honnis. Un chef d'Etat accusé par une société civile avertie, cela peut dissuader. Lutte contre l'impunité en disant : "vous êtes des tueurs si vous acceptez des hôpitaux sans médicaments, des écoles déglinguées, si vous acceptez cet argent pour le placer dans des banques, vous ne le réinvestissez même pas localement".

Je suis tout à fait d'accord avec vous. Que je m'investisse la dedans ou pas, vous savez, je suis tellement de front, cela n'a aucune espèce d'importance. Mais il faut que cela se passe. Je suis en contact avec William Bourdon. Je vais en discuter avec lui.

Etre ministre ou pas, je n'en sais rien. C'est la grande question. Tous les Maliens me le demande en disant : "c'est bien ce que tu dis, mais tu n'auras jamais les moyens de ta politique si tu n'entres pas dans un parti ou au gouvernement".

A l'heure où je vous parle, j'entends dire que je serai Premier Ministre en rentrant. Personne ne m'a rien demandé, les gens "décrètent". Le problème c'est que, pendant le peu de temps que j'ai passé dans ce gouvernement, j'ai pu mesurer l'impuissance de la classe politique. C'est effarant. L'actuel Premier Ministre, quand je lui rends visite, s'arrache les cheveux : la pression est réelle. Des gens débarquent en disant : "Il faut ouvrir à telle et telle multinationale".

J'ai parlé de la cellule de l'Elysée : un chef d'Etat prend son téléphone, dit à Sassou-Nguesso ou à n'importe quel dirigeant : "Ecoutez, dites à Aminata Traoré de se calmer ; cela va se passer ainsi, sinon ce qu'on vous avait promis, vous ne l'aurez pas". C'est comme cela que ça se passe.

Je passe mon temps à dire aux Africains qui sont dans les institutions de nous aider. La force de l'Asie, c'est que les Asiatiques qui sont dans les grandes institutions aident leur population à comprendre. Ce qui nous arrive, c'est que non seulement nous ne comprenons pas, mais nous sommes combattus par les nôtres. L'Union africaine cire les bottes de l'Union européenne.

A cause du dossier de l'immigration, ils sont en train de semer une zizanie totale entre le Maghreb et l'Afrique sub-saharienne. J'étais au Maroc, les Marocains "en ont jusqu'ici" de devoir être les gendarmes de l'Europe. Mais aux Marocains, on dit la même chose : "si vous ne les chassez pas...". Double tâche pour le Maghreb : surveiller leurs propres enfants et barrer la route aux Africains qui arrivent.

Entre Beurs et Blacks maintenant sur le continent, alors qu'ils sont solidaires ici, là-bas, ils ont créé une situation qui fait qu'énormément d'Africains noirs qui sont dans les rues à Rabah posent une nouvelle forme de racisme suscitée là-bas, si bien que les militants maghrébins aussi, sont dans une situation... ne savent plus.

Pour terminer je vous donne une information sur une manifestation que nous organisons en septembre. L'an dernier, nous avons organisé pour commémorer Ceuta et Melilla, un événement intitulé "Pourquoi partent-ils ?". Cette année, nous voulons donner une nouvelle forme à l'évènement. Nous allons l'appeler "Convergences". Une notion qui va contrer la notion d'expulsion, de frontières. Convergences des idées, des hommes et des initiatives pour la dignité des migrants. L'idée a été suggérée l'année dernière par Etienne Balibar. Le premier charter parti vers l'Afrique, affrété par Pasqua, contenait 101 Maliens. Balibar veut que l'on mette dans l'avion, en septembre, 101 intellectuels et artistes vers Bamako.

-----